

“GLOBAL PATRIMONIUM S.A.”

Société anonyme

Siège social: 10, Giällewee
L-9749 Fischbach
(Grand-Duché de Luxembourg)

NUMERO 4892/2017

CONSTITUTION DE SOCIETE DU 9 JANVIER 2017

L'an deux mille dix-sept, le neuvième jour du mois de janvier;

Pardevant Nous Maître Danielle **KOLBACH**, notaire de résidence à Redange-sur-Attert (Grand-Duché de Luxembourg), soussignée;

A COMPARU:

La société privée à responsabilité limitée de droit belge “**A7 CAPITAL**”, établie et ayant son siège social à B-4651 Herve, Thier Martin, Battice 132, inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0660.881.289, (la “**Partie Comparante**” ou le “**Fondateur**”),

ici représentée par Monsieur Christian **DOSTERT**, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-8510 Redange-sur-Attert, 66, Grand-Rue, (le “**Mandataire**”), en vertu de d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée “ne varietur” par le Mandataire et le notaire, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.]

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de documenter l'acte de constitution d'une société anonyme qu'elle déclare constituer par les présentes et dont les statuts sont établis comme suit:

TITRE I- DENOMINATION, SIEGE, OBJET, DUREE

1. FORME, DENOMINATION

1.1 La société (la “**Société**”) est une société anonyme luxembourgeoise régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg (et en particulier, la loi telle

qu'elle a été modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la “**Loi de 1915**”) et par les présents statuts (les “**Statuts**”).

1.2 La Société adopte la dénomination “**GLOBAL PATRIMONIUM S.A.**”.

2. SIEGE SOCIAL

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la commune de Clervaux (Grand-Duché de Luxembourg).

2.2 Il peut être transféré vers tout autre commune à l'intérieur du Grand-Duché de Luxembourg au moyen d'une résolution de l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires au moyen d'une résolution de l'assemblée générale de ses actionnaires délibérant selon la manière prévue pour la modification des Statuts.

2.3 Le conseil d'administration de la Société (le “**Conseil d'Administration**”) ou l'Administrateur Unique (tel que défini ci-après) est autorisé à changer l'adresse de la Société à l'intérieur de la commune du siège social statuaire.

2.4 En conformité avec l'alinéa 2 de l'article 67-1 (1) de la Loi de 1915, l'Administrateur Unique ou le Conseil d'Administration est autorisé à transférer le siège social en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg et à effectuer les modifications subséquentes des Statuts.

2.5 Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert, conservera la nationalité luxembourgeoise. Pareille décision de transfert du siège social sera prise par le Conseil d'Administration ou, le cas échéant, l'Administrateur Unique.

3. OBJET

3.1 La Société a pour objet la prestation de services administratifs et de bureau, en relation avec la consolidation de patrimoines ainsi que toutes activités se rattachant à cet objet social ou qui sont susceptibles d'en faciliter la réalisation.

3.2 En outre, la Société a pour objet tous actes, transactions, opérations généralement quelconques de nature mobilière, immobilière civile, commerciale

et financière se rattachant directement ou indirectement à son objet social, ou qui peuvent favoriser l'extension ou le développement, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, ainsi que tout travail administratif, d'intermédiaire commercial, de marketing et de mandats d'organisation technique; l'acquisition, la vente, la détention, la mise en valeur d'immeubles pour compte propre, ainsi que l'exercice de toutes activités accessoires nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social décrit ci-avant.

3.3 La Société pourra exercer toutes activités de prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

3.4 La Société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et leur prêter tous concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière à des sociétés filiales ou affiliées.

3.5 La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

4. DUREE

La Société est constituée pour une durée illimitée.

TITRE II- CAPITAL

5. CAPITAL SOCIAL

Le capital social souscrit est fixé à **trente mille Euros (EUR 30.000,-)**, divisé en **trois mille (3.000)** actions nominatives d'une valeur nominale de **dix Euros (EUR 10,-)** chacune.

6. NATURE DES ACTIONS

Les actions sont nominatives ou au porteur à la demande des actionnaires et dans le respect des conditions légales.

7. VERSEMENTS

Les versements à effectuer sur les actions non entièrement libérées lors de leur souscription pourront se faire aux dates et aux conditions que le conseil d'administration déterminera de temps à autres. Tout versement appelé s'impute à parts égales sur l'ensemble des actions qui ne sont pas entièrement libérées.

8. MODIFICATION DU CAPITAL

8.1 Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décisions des actionnaires statuant comme en matière de modification des Statuts.

8.2 La Société peut procéder au rachat de ses propres actions aux conditions prévues par la Loi de 1915.

TITRE III- ADMINISTRATEURS, CONSEIL

D'ADMINISTRATION, COMMISSAIRE AUX COMPTES

9. CONSEIL D'ADMINISTRATION

9.1 En cas de pluralité d'actionnaires, la Société doit être administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins (chacun un “**Administrateur**”), actionnaires ou non.

9.2 Si la Société est établie par un actionnaire unique ou si à l'occasion d'une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la Société a seulement un actionnaire restant, la Société peut être administrée par un Conseil d'Administration consistant, soit en un Administrateur (l’“**Administrateur Unique**”) jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires constatant l'existence de plus d'un actionnaire, soit par au moins trois Administrateurs. Une société peut être membre du Conseil d'Administration ou peut être l'Administrateur Unique de la Société. Dans un tel cas, le Conseil d'Administration ou l'Administrateur unique nommera ou confirmera la nomination de son représentant permanent en conformité avec la Loi de 1915.

9.3 Les actionnaires pourront qualifier les Administrateurs nommés Administrateurs de catégorie A (les “**Administrateurs de Catégorie A**”) ou Administrateurs de catégorie B (les “**Administrateurs de Catégorie B**”).

9.4 Les Administrateurs ou l'Administrateur Unique sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires pour une période n'excédant pas six ans et sont rééligibles. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'assemblée générale des actionnaires. Ils restent en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs soient nommés. Les Administrateurs élus sans indication de la durée de leur mandat, seront réputés avoir été élus pour un terme de six ans.

9.5 En cas de vacance du poste d'un administrateur pour cause de décès, de démission ou autre raison, les administrateurs restants nommés de la sorte peuvent se réunir et pourvoir à son remplacement, à la majorité des votes, jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires portant ratification du remplacement effectué.

10. REUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

10.1 Le Conseil d'Administration pourra élire parmi ses membres un président (le "**Président**"). En cas d'empêchement du Président, il sera remplacé par l'Administrateur élu à cette fin parmi les membres présents à la réunion.

10.2 Le Conseil d'Administration se réunit sur convocation du Président ou d'un Administrateur. Lorsque tous les Administrateurs sont présents ou représentés, ils pourront renoncer aux formalités de convocation.

10.3 Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée par procuration.

10.4 Le Conseil d'Administration ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des Administrateurs en fonction est présente ou représentée, sous réserve que dans l'hypothèse où des Administrateurs de Catégorie A ou des Administrateurs de Catégorie B ont été désignés, ce quorum ne sera atteint que si au moins un (1) Administrateur de Catégorie A et un (1) Administrateur de Catégorie B sont présents.

10.5 Tout Administrateur est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil d'Administration par un autre Administrateur de quelque catégorie que ce soit, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite. Un Administrateur peut également désigner par téléphone un autre Administrateur pour le représenter. Cette désignation devra être confirmée par une lettre écrite.

10.6 Toute décision du Conseil d'Administration est prise à la majorité simple des votes émis. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

10.7 L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée pour autant que chaque participant soit en mesure de prendre activement part à la réunion, c'est à dire notamment d'entendre et d'être entendu par tous les autres Administrateurs participant et utilisant ce type de technologie, seront réputés présents à la réunion et seront habilités à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo.

10.8 Des résolutions du Conseil d'Administration peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par écrit par tous les Administrateurs personnellement (résolution circulaire). Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés transmis par fax ou e-mail. Ces décisions auront le même effet et la même validité que des décisions votées lors d'une réunion du Conseil d'Administration, dûment

convoqué. La date de ces résolutions doit être la date de la dernière signature.

10.9 Les votes pourront également s'exprimer par tout autre moyen généralement quelconque tel que fax, e-mail ou par téléphone, dans cette dernière hypothèse, le vote devra être confirmé par écrit.

10.10 Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration sont signés par tous les membres présents aux séances. Des extraits seront certifiés par le président du Conseil d'Administration ou par deux Administrateurs.

11. POUVOIRS GENERAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

11.1 Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société. Tous pouvoirs que la Loi de 1915 ne réserve pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du Conseil d'Administration.

12. DELEGATION DE POUVOIRS

12.1 Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique pourra déléguer ses pouvoirs relatifs à la gestion journalière des affaires de la Société et à la représentation de la Société pour la conduite journalière des affaires, à un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant à telles conditions et avec tels pouvoirs que le Conseil déterminera.

12.2 Le Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique pourra également conférer tous pouvoirs et mandats spéciaux à toutes personnes qui n'ont pas besoin d'être Administrateurs, nommer et révoquer tous fondés de pouvoirs et employés, et fixer leurs émoluments.

13. REPRESENTATION DE LA SOCIETE

Envers les tiers, en toutes circonstances, la Société sera engagée, en cas d'Administrateur Unique, par la signature unique de son Administrateur Unique ou, en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe de deux Administrateurs ou par la signature unique de toute personne à qui le pouvoir de signature aura été délégué par deux Administrateurs ou par l'Administrateur Unique de la Société, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

14. COMMISSAIRE AUX COMPTES

14.1 La Société est contrôlée par un ou plusieurs commissaires aux comptes nommés par l'assemblée générale ou l'actionnaire unique.

TITRE V- ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES

15. POUVOIRS DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES

15.1 S'il y a seulement un actionnaire, l'actionnaire unique assure tous les pouvoirs conférés à l'assemblée générale des actionnaires et prend les décisions par écrit.

15.2 En cas de pluralité d'actionnaires, l'assemblée générale des actionnaires représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, exécuter ou ratifier tous les actes relatifs à l'activité de la Société.

15.3 Toute assemblée générale sera convoquée par voie de lettres recommandées envoyées à chaque actionnaire nominatif au moins quinze jours avant l'assemblée. Lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir pris connaissance de l'agenda de l'assemblée, ils pourront renoncer aux formalités préalables de convocation ou de publication.

15.4 Un actionnaire peut être représenté à l'assemblée générale des actionnaires en nommant par écrit (ou par fax ou par e-mail ou par tout moyen similaire) un mandataire qui ne doit pas être un actionnaire et est par conséquent autorisé à voter par procuration.

15.5 Les actionnaires sont autorisés à participer à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou par des moyens de télécommunications permettant leur identification et sont considérés comme présent, pour les conditions de quorum et de majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

15.6 Sauf dans les cas déterminés par la Loi de 1915 ou les Statuts, les décisions prises par l'assemblée ordinaire des actionnaires sont adoptées à la majorité simple des voix, quelle que soit la portion du capital représentée.

15.7 Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée aux fins de modifier une disposition des Statuts ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié du capital est présente ou représentée et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées.

15.8 Cependant, la nationalité de la Société peut être changée et l'augmentation ou la réduction des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de

toute autre disposition légale.

16. LIEU ET DATE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES ACTIONNAIRES

L'assemblée générale annuelle des actionnaires se réunit chaque année dans la commune du siège social de la Société, à l'endroit indiqué dans les convocations le deuxième (3^{ème}) mardi du mois de mars à 10.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le premier (1^{er}) jour ouvrable suivant.

17. AUTRES ASSEMBLEES GENERALES

Tout Administrateur peut convoquer d'autres assemblées générales. Une assemblée générale doit être convoquée sur la demande d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

18. VOTES

Chaque action donne droit à une voix. Un actionnaire peut se faire représenter à toute assemblée générale des actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle des actionnaires, par une autre personne désignée par écrit.

TITRE VI- ANNEE SOCIALE, REPARTITION DES BENEFICES

19. ANNEE SOCIALE

19.1 L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

19.2 Le Conseil d'Administration établit le bilan et le compte de profits et pertes. Il remet les pièces avec un rapport sur les opérations de la Société, un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, aux réviseurs d'entreprises qui commenteront ces documents dans leur rapport.

20. REPARTITION DES BENEFICES

20.1 Chaque année cinq pour cent (5%) au moins des bénéfices nets sont prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

20.2 Après dotation à la réserve légale, l'assemblée générale des actionnaires décide de la répartition et de la distribution du solde des bénéfices nets.

20.3 Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la Loi de 1915.

TITRE VII- DISSOLUTION, LIQUIDATION

21. DISSOLUTION, LIQUIDATION

21.1 La Société peut être dissoute par une décision de l'assemblée générale des actionnaires, délibérant dans les mêmes conditions que celles prévues pour la modification des Statuts.

21.2 Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

21.3 A défaut de nomination de liquidateurs par l'assemblée générale des actionnaires, les Administrateurs ou l'Administrateur Unique seront considérés comme liquidateurs à l'égard des tiers.

TITRE VIII- LOI APPLICABLE

22. LOI APPLICABLE

La Loi de 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents Statuts.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2017.

2. La première assemblée générale ordinaire se tiendra en 2018.

3. Exceptionnellement, le premier président et le premier délégué du conseil d'administration peuvent être nommés par la première assemblée générale des actionnaires.

SOUSCRIPTION ET LIBERATION

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les trois mille (3.000) actions ont été souscrites par l'actionnaire unique, la société “**A7 CAPITAL**”, pré-désignée et représentée comme dit ci-avant, et libérées à concurrence de vingt-cinq pour cent (25%) par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de **sept mille cinq cents Euros (EUR 7.500,-)** se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

DECLARATION

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

RESOLUTIONS PRISES PAR L'ACTIONNAIRE UNIQUE

La Partie Comparante pré-mentionnée, représentant l'intégralité du capital

social souscrit, a pris les résolutions suivantes en tant qu'actionnaire unique:

1. Le siège social de la Société est établi à L-9749 Fischbach, 10, Giällewee.
2. Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui des commissaires aux comptes à un (1).
3. Les personnes suivantes sont appelées comme administrateurs:
 - a) La société privée à responsabilité limitée de droit belge “**SDM**”, établie et ayant son siège social à B-4651 Herve, Thier Martin, Battice 132, inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0894.395.527;
 - b) Monsieur Gerard **STELLEMAN**, administrateur de société, né à Sint-Gillis-Waas (Belgique), le 18 septembre 1954, résidant professionnellement à L-9749 Fischbach, 10, Giällewee;
 - c) Monsieur Frédéric **WARNANT**, administrateur de société, né à Namur (Belgique), le 2 septembre 1972, résident professionnellement à L-9749 Fischbach, 10, Giällewee.
4. Conformément à l'article 51bis de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, Monsieur Stéphane **DI MARIA**, administrateur de société, né à Verviers (Belgique), le 25 mars 1975, résident professionnellement à L-9749 Fischbach, 10, Giällewee, est nommé à la fonction de représentant permanent de l'administratrice mentionnée ci-avant sous a).
5. La société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois “**Weydert & Welter S.à r.l.**”, établie et ayant son siège social à L-8280 Kehlen, 50A, rue de Mamer, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 112000, est nommée commissaire aux comptes de la Société,
6. Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes expireront à l'assemblée générale annuelle de l'année 2022.

FRAIS

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à mille trente euros.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Redange-sur-Attert, en l'Etude de la notaire soussignée, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au Mandataire de la Partie Comparante, ès-qualité qu'il agit, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit Mandataire a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

(Signé): C. DOSTERT, D. KOLBACH

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 09 janvier 2017

Relation : DAC/2017/257

Reçu soixante-quinze euros

75,00 €

Le Receveur (signé) Carlo RODENBOUR

POUR EXPEDITION CONFORME

Délivrée à la Société sur sa demande

Redange-sur-Attert, le 13 janvier 2017